



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination, du Pilotage,
de l'Appui Territorial et de
l'Environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-395

**fixant des prescriptions complémentaires à la société Imprimerie Pollina,
pour les installations qu'elle exploite à Chasnais et aux Magnils-Reigniers
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-1 à L.181-32, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté n°07-DRCTAJE/1-314 du 3 août 2007 autorisant les installations exploitées par la société Imprimerie Pollina, à Chasnais ;

Vu l'arrêté n°09-DRCTAJE/1-488 du 5 août 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société Imprimerie Pollina, à Chasnais ;

Vu le courrier du 7 novembre 2011 actant une modification non substantielle portant sur la construction du hall Afbo 11 ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modifications, daté du 12 septembre 2022 et complété le 18 juin 2024, déposé par la société Imprimerie Pollina, relatif à la construction du hall Pollina 9 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 20 décembre 2024, relatif au projet de régularisation de la construction du hall Pollina 9 ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modifications, daté du 15 octobre 2024 et complété le 21 février 2025, déposé par la société Imprimerie Pollina, relatif à la construction d'une plate-forme d'expédition et modifiant certains éléments du projet de régularisation de la construction du hall Pollina 9 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 mai 2025 ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou d'un examen au cas par cas, en application du II de l'article R.122-2 ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, compte tenu notamment des dispositions constructives de la plate-forme d'expédition ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à entraîner des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, compte tenu notamment de la mise en place d'un dispositif de régulation des eaux pluviales sur la partie Nord-Est du site ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'est réglementairement pas tenu, en ce qui concerne les installations autorisées par l'arrêté du 3 août 2007 susvisé et le hall Afbo 11 ayant fait l'objet du courrier du 7 novembre 2011 susvisé, de réguler le rejet des eaux pluviales ou de confiner les eaux polluées générées en cas d'accident ;

Considérant que les risques et inconvénients engendrés par les installations du site, soumises à déclaration au titre des rubriques 1530 et 2450, ont été pris en compte dans l'étude d'impact et l'étude de dangers du site, et qu'ils sont encadrés, dans l'arrêté d'autorisation du 3 août 2007 susvisé, par des dispositions spécifiques, adaptées au contexte ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

Considérant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

Arrête

Article 1.

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La situation des installations classées autorisées, vis-à-vis des nomenclatures ICPE et IOTA, est la suivante :

Rubrique ICPE	Désignation	Niveau d'activité autorisé	Régime
2450-A-a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j	443 kg/j	A
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	13 000 m ³	DC
1978-1	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	64,9 t/an	D

Rubrique ICPE	Désignation	Niveau d'activité autorisé	Régime
2450-B-b	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : B. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en A. si la quantité d'encre consommée est : b) Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 400 kg/j	156 kg/j	D
2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange [...] des gaz de pétrole liquéfiés [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2,25 MW	DC
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	30,6 t	DC

Rubrique IOTA	Désignation	Situation autorisée	Régime
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	9,6 ha	D

»

Article 2.

Les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont abrogées.

Article 3.

Les dispositions de l'article 1.3.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section cadastrale	Parcelles
Chasnaïs	ZB	149, 155, 164, 166, 184, 203, 205, 208, 217, 229, 243, 256, 257, 258, 259, 318, 324, 325, 326, 329, 330, 332, 333, 403, 405, 406, 414, 415, 416, 417, 418
	ZE	306 (partielle), 317 (partielle)
Les Magnils-Reigniers	ZM	69 (partielle), 87, 89, 97, 102, 137 (partielle), 138, 139 (partielle), 140

La surface totale du site est égale à 106 799 m².

Les installations sont reportées sur le plan de situation de l'établissement présenté en annexe II. »

Article 4.

Les dispositions de l'article 1.3.3 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant exerce des activités d'impression et de fabrication de livres. Les installations sont principalement constituées des équipements suivants :

- des stockages bobines de papiers et papier en feuille sur palette (hall Pollina 9)
- un atelier de gravure des plaques offsets en aluminium (hall Pollina 1)
- 2 imprimeuses rotatives offset à séchage thermique (halls Pollina 6 et 7)
- 8 imprimeuses offset à feuilles (halls Pollina 2 à 5)
- une zone de découpe des feuilles (hall Afbo 1)
- des zones de pliage des feuillées découpées (halls Afbo 2 et 3)
- des zones d'assemblage, collage, reliure/brochage (halls Afbo 4 à 6, 8 et 9)
- des zones de coupe, reliure/brochage (halls Afbo 9 à 11)
- une plate-forme de stockage et d'expédition des produits finis, au Nord-Est du site.

Article 5.

Les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Outre les dispositions du Code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent :

- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes ;
- arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement. »

Article 6.

Les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux installations classées soumises à déclaration s'appliquent selon les modalités particulières détaillées dans le tableau suivant :

Rubrique	Arrêté ministériel	Installations concernées	Modalités particulières d'application des dispositions de l'arrêté ministériel
1530	30/09/2008	Stockages de matières premières (bobines de papier) et de produits finis	Les dispositions ne sont pas applicables.
1978	13/12/2019	Solvants liés aux activités d'imprimerie	Les dispositions ne sont pas applicables.
2450	16/07/2003	Imprimeuses offset à feuilles	Les dispositions ne sont pas applicables.

2910	03/08/2018	Chaudières	Les installations sont considérées comme existantes, au sens de cet arrêté, selon les modalités du C de l'annexe II de cet arrêté.
4718	23/08/2005	Cuve de GPL	Les dispositions sont applicables. Les installations sont considérées comme nouvelles au sens de cet arrêté.

»

Article 7.

Les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sur l'ensemble de son périmètre, le site est muni d'une clôture, d'une hauteur de 2 m et constituée de matériaux résistants et incombustibles. Elle est implantée et aménagée de façon à faciliter l'intervention des services de secours. Les accès sont munis de portails fermant à clé. »

Article 8.

Les dispositions de l'article 3.6.1 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bâtiments respectent les distances d'éloignement mentionnées dans l'étude de dangers du site. En particulier, les bâtiments, à l'exception des halls Afbo 1, 2, 4 et 9, sont implantés à au moins 10 m des limites du site.

L'installation n'est pas surmontée de locaux occupés ou habités par des tiers.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'une atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés. »

Article 9.

L'article 3.6.1.1 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 3.6.1.2 Dispositions constructives spécifiques

Les halls Pollina 6 et 7 sont séparés par un mur présentant une résistance au feu de degré EI 120. Les portes associées à ce mur présentent une résistance au feu EI 120 et sont munies d'une fermeture automatique.

L'ossature de la plate-forme d'expédition présente une résistance au feu de degré R30. Le mur Ouest de cette plate-forme, du côté des galeries la reliant au bâtiment existant, présente une résistance au feu de degré REI 120. Les portes associées à ce mur présentent une résistance au feu EI 120 et sont munies d'une fermeture automatique.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant du respect de ces dispositions. »

Article 10.

Les dispositions de l'article 4.1.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les points de rejet des effluents aqueux sont les suivants :

Nom de l'exutoire	Nature	Dispositif de traitement	Exutoire de rejet
EU	Eaux sanitaires	Dispositif autonome de traitement	Infiltration sur site
EP	Ensemble des eaux pluviales collectées sur le site (y compris surverse de la réserve incendie 2)	Séparateurs à hydrocarbures, notamment au niveau des voiries sud et des voiries de part et d'autre du hall 9.	Fossé au sud du site

»

Article 11.

Les dispositions du 4^e alinéa de l'article 4.2.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le site est alimenté en eau uniquement par le réseau d'adduction publique. La consommation maximale, incluant les besoins sanitaires et les besoins industriels, est limitée à 9 800 m³/an. »

Article 12.

L'article 4.2.3 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 4.2.3. Dispositions en cas de sécheresse

Lors du dépassement des niveaux de gravité de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise, constaté par arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau, l'exploitant met en œuvre des mesures particulières, visant à la réduction des prélèvements d'eau dans le réseau public et de la consommation d'eau.

Lors du dépassement de ces seuils, l'exploitant met en œuvre a minima les mesures suivantes :

Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux. - Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre. - Mise en place d'un suivi des niveaux d'alerte en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution des seuils sécheresse. - Mise en place d'un renforcement du suivi des consommations d'eau à usage industriel. Ce suivi est consigné dans un registre éventuellement informatisé. 			
	<p>Les usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au process industriel ou qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'installation, sont interdits sauf pour raison de sécurité ou de salubrité. Cela concerne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrosage des pelouses, - le lavage des véhicules et des engins de manutention hors utilisation d'eau pluviale recyclée, - le lavage des sols. 		
		<ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant réduit les prélèvements d'eau au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation. - Les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité hors circuit fermé, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité. - Interdiction de vidange / remplissage des bassins pour essais/tests. - Report des opérations de lavage des façades et toitures des bâtiments 	

»

Article 13.

Les dispositions de l'article 4.5.3 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.5.3.1 Limitation du débit de rejet des eaux pluviales

Le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone abritant la plate-forme d'expédition, comprenant également les voiries associées, est muni d'un bassin de régulation d'au moins 410 m³ et d'un dispositif de limitation du débit, permettant de limiter le débit de fuite (en sortie de ce bassin) à 3 l/s/ha de la surface collectée. La surface prise en compte pour déterminer ce débit de fuite correspond à la surface de la zone abritant la plate-forme d'expédition (y compris les voiries associées).

À compter du 1er janvier 2026, le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone abritant le hall 9 Pollina est muni d'un bassin de régulation d'au moins 1 716 m³ et d'un dispositif de limitation du débit, permettant de limiter le débit de fuite (vers le milieu naturel – exutoire EP mentionné dans l'article 4.1.2) à 3 l/s/ha de la surface collectée. La surface prise en compte pour déterminer ce débit de fuite correspond à la surface de la zone abritant le hall 9 Pollina (y compris les voiries associées).

Ces dispositifs de régulation peuvent être communs aux dispositifs de confinement imposés à l'article 8.3.4.

Les éléments justifiant du débit de fuite et des volumes utiles des bassins sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.5.3.2 Qualité des eaux pluviales rejetées

Les eaux pluviales rejetées (exutoire EP mentionné dans l'article 4.1.2) sont débarrassées des débris solides et respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeur limite
pH MES (code SANDRE 1305) DCO (code SANDRE 1314) Hydrocarbures (code SANDRE 7009)	Compris entre 5,5 et 8,5 MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Indice hydrocarbures totaux : 10 mg/l

Le programme de surveillance des eaux pluviales rejetées (exutoire EP mentionné dans l'article 4.1.2) est le suivant :

Paramètres	Périodicité de la mesure
pH MES DCO Indice hydrocarbures totaux	Annuelle

Les prélèvements sont représentatifs des eaux pluviales rejetées sur 24 h.

Les résultats et les conditions de prélèvement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 14.

Les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont abrogées.

Article 15.

L'article 5.2.1 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 5.2.1. Points de rejets canalisés

Hors installations de combustion, les points de rejets canalisés sont les suivants :

Nom de l'exutoire	Installation associée	Traitement	Type d'exutoire	Débit nominal	Hauteur du point de rejet (par rapport au sol)
Oxydateur Sunday 4000	Rotative offset Sunday 4000	Oxydateur thermique	Cheminée	10 000 Nm ³ /h	12,60 m
Oxydateur M600	Rotative offset M600	Oxydateur thermique	Cheminée	5 000 Nm ³ /h	9,60 m

»

Article 16.

Les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les émissions canalisées respectent les valeurs limites définies dans le tableau suivant :

Nom de l'exutoire	Paramètre	Concentration maximale (en mg/Nm ³)	Flux maximal (en kg/h)
Oxydateur Sunday 4000	COVNM	15	0,15
	NOx	100	1
	CH4	50	0,5
	CO	100	1
Oxydateur M600	COVNM	15	0,075
	NOx	100	0,5
	CH4	50	0,25
	CO	100	0,5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en grammes ou milligrammes par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Concernant les rotatives offset à séchage thermique, la part maximale des émissions diffuses de solvants est limitée à 30 %, si la consommation totale de solvants, au sens du plan de gestion de solvants, est supérieure à 15 t/an.

Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses. »

Article 17.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 5.5 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La conformité aux valeurs limites d'émissions, prévues à l'article 5.3, est vérifiée au moins une fois par an par un organisme agréé, en marche continue et stable. »

Article 18.

Les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toute mesure visant à :

- limiter la production et la nocivité des déchets,

- limiter leur transport en distance et en volume,
- favoriser leur recyclage ou leur valorisation.

Les opérations d'élimination sont réalisées dans des conditions conformes au titre IV du livre V du code de l'environnement. Ces opérations ont notamment lieu dans des installations régulièrement autorisées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol...). Les stockages de déchets liquides doivent être placés sur des capacités de rétention conformément aux dispositions du présent arrêté.

La quantité maximale de déchets entreposés sur site est limitée la quantité trimestrielle produite ou à un lot normal d'expédition.

Les stockages de déchets liquides sont soumis aux prescriptions du TITRE 4. du présent arrêté. »

Article 19.

Les dispositions des articles 6.2, 6.3, 6.4 et 6.5 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont abrogées.

Article 20.

Les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont abrogées.

Article 21.

L'article 8.1.6 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 8.1.6. Modalités de stockage

Les modalités de stockage des matières combustibles respectent les modalités mentionnées dans l'étude de dangers.

Au sein du hall 9, la quantité maximale de matières combustibles stockées est limitée à 8 700 m³, répartis en 4 îlots distants d'au moins 4 m les uns des autres. La hauteur de stockage est limitée à 3 m.

Au sein de la partie Nord, dédiée au stockage des produits finis, de la plate-forme d'expédition, la quantité maximale de matières combustibles stockées est limitée à 6 100 m³, répartis en îlots distants d'au moins 4 m les uns des autres. La hauteur de stockage est limitée à 1 m.

Au sein de la partie Sud, dédiée au stockage des cartons, de la plate-forme d'expédition, la quantité maximale de matières combustibles stockées est limitée à 3 000 m³, répartis en îlots distants d'au moins 2 m les uns des autres. La hauteur de stockage est limitée à 3 m. »

Article 22.

Les dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« En outre, les cantons de désenfumage du hall Pollina 9 et de la plate-forme d'expédition sont munis en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs, à commande automatique et manuelle, à hauteur de 1 % de leur surface. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, bâtiment par bâtiment, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes extérieures des bâtiments. »

Article 23.

L'article 8.2.5 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 8.2.5. Détection incendie

Un réseau de détecteurs d'incendie est présent dans l'ensemble des bâtiments (à l'exception du local sprinklage). Ce réseau peut être commun avec celui du dispositif automatique de lutte contre un incendie (sprinklage) sous réserve de la justification de la pertinence d'un tel choix.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les justificatifs de la pertinence du dimensionnement retenu pour ce réseau de détection incendie sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »

Article 24.

Les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté du 3 août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un dispositif de lutte automatique contre l'incendie de type sprinklage, dans l'ensemble des bâtiments (à l'exception du local sprinklage) ;
- d'un dispositif de rideaux d'eaux, à déclenchement manuel et automatique, protégeant la façade Ouest du hall Pollina 7 d'un éventuel incendie des bennes de stockage des chutes de papier.

Le personnel est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels d'intervention et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moyens de défense contre l'incendie permettent de délivrer, en toute circonstance, un débit minimal de 720 m³/h pendant deux heures.

Ce besoin peut être comblé par des poteaux d'incendie, situés à moins de 150 m du site et/ou des réserves complémentaires situées à moins de 400 m du site. Ces distances sont mesurées par les voies carrossables.

Ces réserves complémentaires sont associées à des aires d'aspiration pour les engins des services d'incendie et de secours respectant les caractéristiques suivantes :

- largeur utile minimum de 4 mètres, longueur minimum de 8 mètres, pente comprise entre 2 et 7 % ;
- à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- entretenues en permanence, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;

- résistantes à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

En cas de prise d'eau équipée d'un raccord normalisé, la hauteur géométrique d'aspiration est inférieure à 6 m et la crépine d'aspiration est à au moins 50 cm du fond de la réserve.

Ces réserves complémentaires sont prises en compte dans la défense incendie du site, à hauteur de 60 m³/h par aire stabilisée. Un débit supérieur peut être retenu sous réserve de justificatifs adéquats.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que ce besoin en eau est comblé par les moyens disponibles. En particulier, il est en mesure de justifier du débit pouvant être délivré en simultané par les poteaux d'incendie. »

Article 25.

L'article 8.3.4 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 8.3.4. Confinement

À compter du 1^{er} janvier 2026, les eaux polluées générées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) survenant sur la zone du hall Pollina 9 sont collectées vers un bassin de confinement étanche, localisé au Sud-Ouest du site et d'une capacité minimum de 1 716 m³.

Les eaux polluées générées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) survenant sur la zone de plate-forme d'expédition sont collectées vers un bassin de confinement spécifique, étanche, localisé au Nord du site et d'une capacité minimum de 585 m³.

Ces dispositifs de confinement peuvent être communs aux dispositifs de régulation imposés à l'article 4.5.3.1.

Ces ouvrages sont maintenus en temps normal au niveau permettant leur pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Article 26.

L'article 8.4 suivant est intégré à l'arrêté du 3 août 2007 susvisé :

« Article 8.4. Panneaux photovoltaïques

Les installations photovoltaïques implantées en toiture de la plate-forme d'expédition respectent les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application du point V de l'article L. 171-4 du Code de la construction et de l'habitat. »

Article 27.

L'annexe I du présent arrêté est insérée dans l'arrêté du 3 août 2007 susvisé, en tant qu'annexe II.

Article 28.

Les dispositions des articles 10 et 24 du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2026.

Article 29. Dispositions administratives et recours

Article 29.1. Publicité et diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chasnais et à la mairie des Magnils-Reigniers pour pouvoir y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Chasnais et à la mairie des Magnils-Reigniers pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale d'un mois.

Article 29.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 29.3. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **15 JUIL. 2025**

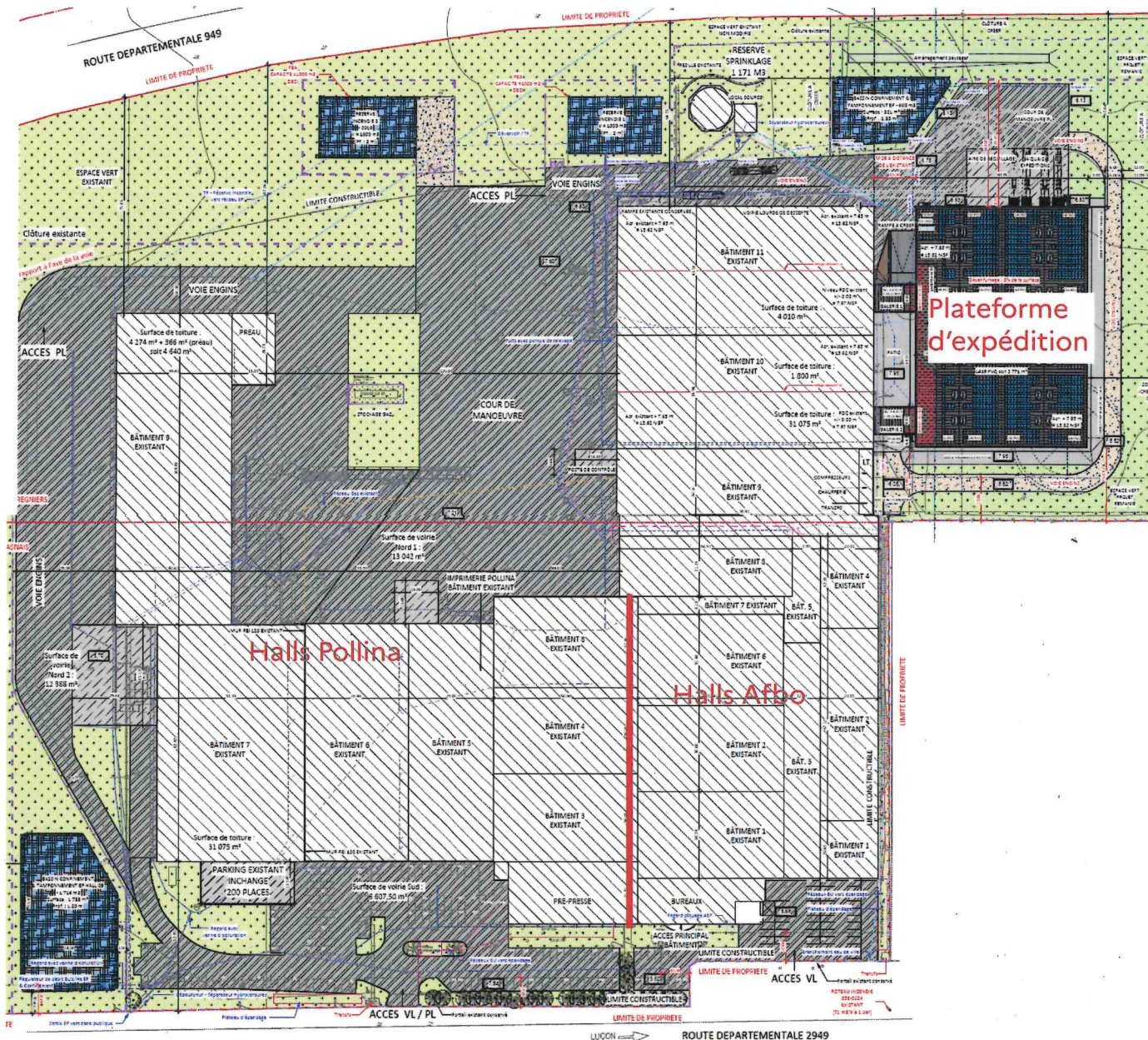
Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Arrêté n°2025-DCPATE-395

fixant des prescriptions complémentaires à la société Imprimerie Pollina, pour les installations qu'elle exploite à Chasnais et aux Magnils-Reigniers
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Annexe



Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vienne

Éric LAFFARGUE

Vu pour être annexé à
mon arrêté du 15-07-2025
La Roche sur Yon, le 11 5 JUL 2025
Le Préfet

Ministère de la Pêche et des Pêcheries
Département de la Pêche

Mr. LAFARQUE

Un pour être annexé à
mon arrêté du 15 mai
La Rochelle sur Vau de 15 mai 1905
Le Préfet